

Reconstitution des parcours de formation et des carrières professionnelles de jeunes et de jeunes adultes

Une étude réalisée dans le cadre d'un projet de recherche sur les groupes à risque de l'aide sociale a permis de reconstituer le parcours de formation et la carrière professionnelle de jeunes âgés de 16 ans et plus. Se fondant sur les données du Panel suisse des ménages, elle est parvenue à établir des parcours types pour 209 personnes sur au moins 5 ans et à dégager ainsi une typologie de l'insertion professionnelle des jeunes et des jeunes adultes. Il s'avère que ceux issus de familles peu formées ou à bas revenus courent davantage de risques de rencontrer des problèmes. La démarche, de nature exploratoire, a aussi mis en évidence les limites de la banque de données utilisée.

n'ont pas achevé de formation post-obligatoire (Drilling 2004, Pellegrini 2010). Des études étrangères (p.ex. Butterwegge et al. 2003, Holz 2005) indiquent aussi que les enfants qui ont vécu longtemps dans des conditions précaires peuvent être freinés dans leur développement. C'est sur la base de ces résultats que, dans le cadre d'un module complémentaire d'un projet de recherche sur les groupes à risque dans l'aide sociale¹ réalisé à la Haute école spécialisée bernoise les parcours de formation et les carrières professionnelles de jeunes (à partir de 16 ans) de différentes origines sociales ont été reconstitués. Il s'agissait de retracer les processus de leur insertion professionnelle en utilisant les données longitudinales existantes et d'apporter une réponse aux questions suivantes :

- Quels sont les types de parcours de formation et d'activité professionnelle ?
- Quels profils biographiques mènent à une insertion professionnelle et quels sont les caractéristiques des parcours n'y aboutissant pas ?
- Les parcours présentent-ils des différences liées à l'origine sociale ? Les jeunes issus de familles peu formées ou à bas revenu sont-ils défavorisés lors du passage de l'école à la vie active, par exemple parce qu'ils n'ont pas assez de soutien ?



Robert Fluder

Haute école spécialisée bernoise – Travail social



Renate Stohler

Haute école spécialisée bernoise – Travail social

Etat des lieux et problématique

En Suisse, les jeunes adultes perçoivent plus souvent l'aide sociale que les autres catégories de la population (cf. OFS 2010). Dès lors, les questions

suivantes se posent : dans quels cas cela se produit-il et pourquoi ? Comment se présente le parcours de vie des jeunes et jeunes adultes après la sortie de l'école obligatoire ? Les premières études menées sur le sujet ont relevé que ces jeunes femmes et hommes ont des biographies complexes (cf. Schaffner 2007, Drilling 2004). Le travail de Drilling a montré que les jeunes adultes sollicitant l'aide sociale venaient souvent de familles ayant un statut socio-économique modeste. On sait également que la majorité des jeunes à l'aide sociale

¹ «Kinder, Jugendliche und junge Erwachsene: Ursachen und Risiken der Sozialhilfeabhängigkeit» (Enfants, jeunes et jeunes adultes : causes et risques de dépendance à l'aide sociale) (<https://pdb.bfh.ch>).

² Jeunes vivant dans un ménage comptant au moins l'un des parents (= famille).

Méthode utilisée

Base de données et sélection des groupes cibles

Les données du Panel suisse des ménages (PSM) de 1999 à 2007 ont été utilisées pour réaliser l'enquête. Des jeunes² (13 à 20 ans) de différentes origines sociales ont été sélectionnés dans les données relevées en

1999.³ En ce qui concerne l'origine sociale, une différence a été faite entre les jeunes issus de familles à bas revenu, ceux de familles peu formées et ceux de familles cumulant les deux caractéristiques (= groupe cible).⁴ Un groupe de contrôle a aussi été constitué (jeunes issus de familles formées appartenant au segment de revenu moyen). Seuls ont été inclus dans l'étude les jeunes pour lesquels il existait des données de cinq années d'observation ou plus. Sur la base de ces critères, les données de 232 jeunes femmes et hommes ont pu être prises en compte (= groupe de l'enquête).⁵ Le recours à des indicateurs a permis de reconstituer les parcours de formation et les carrières professionnelles des personnes de 16 ans sélectionnées⁶. A titre de complément, les parcours portent aussi sur les points suivants : la santé, les événements de vie et les relations sociales.

Limites des données

La reconstruction des parcours est très exigeante et demande des données de bonne qualité, et un traitement rigoureux. Il était prévu de retracer les trajectoires de vie de ma-

nière aussi complète que possible. Outre la formation et les activités professionnelles, la santé, les relations sociales et les événements de vie particuliers devaient ainsi entrer en ligne de compte. Mais les données concernant ces domaines étaient souvent de mauvaise qualité parce que des informations importantes faisant défaut. C'est pourquoi les informations sur ces points n'ont pu être utilisées qu'à titre accessoire dans la description des parcours de formation et des carrières professionnelles. Les familles ayant un revenu faible et les personnes issues de la migration ou ayant des connaissances lacunaires de l'une des langues nationales⁷ sont sous-représentées dans le PSM. Par conséquent, le groupe sur lequel portait l'intérêt (jeunes issus de familles peu formées ou à bas revenu) compte peu de personnes, pas assez pour que l'échantillon soit représentatif. De plus, il y a un nombre assez important de défections⁸, si bien qu'une petite partie seulement des personnes a pu être suivie jusqu'à la dernière date d'observation. Dans de nombreux cas, seules les données concernant cinq dates d'observation étaient disponibles (parcours minimum). Les jeunes femmes et hommes constituent

sans doute une population difficile à atteindre. Il est ainsi apparu que les données du PSM ne permettent pas de reconstituer aussi bien qu'on pourrait le souhaiter les parcours de vie des jeunes et des jeunes adultes.⁹ Malgré ces limites une typologie cohérente a pu être établie.

Reconstitution des types de parcours

L'étude établit les types de parcours au moyen d'une approche prospective. Ceux-ci sont construits selon des

³ Pour que le groupe cible compte suffisamment de cas, il a fallu adopter la plus large fourchette possible pour la cohorte des âges lors de la première observation.

⁴ Ménages ayant un bas revenu : 60% de la médiane du revenu d'équivalence du ménage. Dans l'échantillon du Panel suisse des ménages, la limite de 60% du revenu d'équivalence net du ménage se situe à 28 000 francs par année. Familles peu formées : les deux parents n'ont soit pas suivi d'autre formation que l'école obligatoire, soit effectué un stage ménager ou une formation élémentaire, soit terminé une école de commerce d'une année. Dans les familles monoparentales, le niveau de formation du parent vivant dans le ménage est déterminant.

⁵ Le groupe de l'enquête comprend les personnes suivantes : des jeunes issus de familles à bas revenu (N=124), des jeunes issus de familles peu formées (N=34), des jeunes issus de familles peu formées et à bas revenus (N=25), les jeunes du groupe de contrôle (N=49).

⁶ Le groupe de l'enquête étant hétérogène du point de vue de l'âge (de 13 à 20 ans en 1999), tous ses membres n'ont pas le même âge lors de la dernière observation. Comme l'intérêt portait essentiellement sur la tranche de vie à partir de la 16^e année, le nombre d'années d'observation a été limité pour quelques personnes, le cas extrême étant celui d'une personne ayant 14 ans en 1999, n'ayant participé aux autres entretiens que durant les quatre années suivantes, pour laquelle n'existent des informations que jusqu'à 18 ans. Dans ce cas, on ne peut se prononcer que sur le passage de l'école obligatoire à la formation post-obligatoire.

⁷ Les questions n'étant posées qu'en allemand, en français ou en italien, les interlocuteurs ne possédant pas ces langues ne sont pas pris en compte.

⁸ Non-participation certaines années.

⁹ Nombre de cas insuffisant dans le groupe cible, pas d'informations ou informations pas assez nombreuses ou pas assez bonnes. L'échantillon de départ de 1999 comptait 232 personnes. La dernière année (2007), 122 personnes seulement (53%) ont encore répondu aux questions, le nombre de défections étant particulièrement important dans le groupe cible.

Le Panel suisse des ménages

Le Panel suisse des ménages (PSM) est basé sur une enquête annuelle réalisée depuis 1999 auprès d'un échantillon aléatoire de ménages résidant en permanence en Suisse. Toutes les personnes à partir de 14 ans vivant dans les ménages sélectionnés sont interrogées chaque année. Lors de la première phase de l'enquête (1999) les données de 5074 ménages ont été saisies, et 7800 personnes interrogées individuellement. Des informations concernant les ménages (questionnaire sur les ménages) et sur les personnes vivant en leur sein (questionnaire sur les personnes) sont recueillies. L'enquête porte notamment sur les thématiques du travail, du revenu, de la formation, du logement, de la santé, des événements de vie, des loisirs (www.swisspanel.ch). L'échantillon ne contient que des personnes parlant allemand, français ou italien. Les enquêteurs avaient à leur disposition les données des vagues 1 à 9 (1999-2007).

profils biographiques concernant la formation, l'activité, le revenu, la santé, les relations sociales et les événements de vie définis sur la base de paramètres s'appliquant aux jeunes du groupe de l'enquête. Ainsi le *profil de formation* tient compte de la situation de la personne durant l'année de l'observation (en formation, à quel niveau, changement de voie ou interruption de la formation) et du niveau atteint avec la dernière formation achevée.¹⁰ Le profil professionnel, tiré de l'activité exercée au moment de l'observation, du taux d'occupation et du type de contrat de travail, permet de déterminer à quel point les personnes sont professionnellement insérées au moment de la dernière observation :

- *entièrement*: emploi (contrat de durée indéterminée) à 70% au moins;
- *partiellement*: emploi à durée déterminée ou taux d'occupation de 10 à 70% ; personnes travaillant dans un atelier protégé;
- *aucunement*: chômage, pas d'activité lucrative, activité lucrative à moins de 10%;
- *en formation*.

Le *profil de revenu* contient des informations sur le revenu de l'activité lucrative et sur les transferts publics et privés (prestations des assurances sociales et de l'aide sociale, bourses, versements privés) l'année de l'observation. Le *profil de santé* est basé sur l'image que la personne a de sa propre santé (perception subjective, existence de maladies chroniques ou durables, état psychique). Les *relations sociales* peuvent jouer un rôle très important pour l'insertion sur le marché du travail. Les données du

PSM ne fournissent toutefois que des indications sur la taille du réseau social et sur la perception de la personne concernant le soutien dont elle bénéficie. Enfin, le *profil des événements de vie* est élaboré sur la base des événements préjudiciables¹¹ et problématiques tels qu'une séparation ou un divorce des parents, le décès de personnes proches, la rupture d'une relation, une maladie ou un accident grave et des conflits importants.

Les six profils de chaque personne ayant été colligés sur une fiche, il était ensuite possible de développer une typologie des parcours d'insertion professionnelle. La démarche a été interactive, la typologie et les règles de classement étant progressivement adaptées et affinées. La typologie de l'ensemble du processus d'insertion professionnelle était développée sur la base du profil de formation (continu, discontinu; formation post-obligatoire) et du profil professionnel (en particulier niveau d'insertion professionnelle la dernière année d'observation), les cas se répartissant dans les catégories pertinentes. Lorsqu'il y avait des doutes, des informations supplémentaires fournies par les autres profils ont été utilisées pour les lever. La deuxième typologie, qui concerne le passage de la formation post-obligatoire au marché du travail (= 2^e seuil), est fonction des caractéristiques de ce passage (direct ou indirect avec interruption) et d'un éventuel changement de statut (inséré et non inséré). Cette typologie complète la première dans la mesure où elle contient des informations spécifiques sur le passage à l'emploi.

Types d'insertion professionnelle

Sur les 232 cas, 209 ont pu être rangés dans l'un des sept types de parcours ainsi construits (cf. graphique G1); 29 n'ont pas pu être mis en relation avec l'un de ceux-ci, faute d'informations ou parce que les données étaient contradictoires ; ils n'ont donc

pas été pris en compte par la suite. Trois cas n'ont pas pu être rangés clairement dans l'une des catégories et ont été considérés comme des cas particuliers.

Le type 1 représente le *parcours normal*. Dans ce cas, la personne passe, directement ou après une phase de transition, de l'école obligatoire à une formation post-obligatoire. La dernière année d'observation, elle a terminé au moins une formation post-obligatoire et est totalement ou partiellement insérée professionnellement. A cette date, son revenu médian se monte à environ 50 000 francs. Elle a en moyenne 23 ans. Des personnes de toutes les provenances se retrouvent dans cette catégorie. Près de la moitié des personnes étudiées (96) ont suivi un tel parcours.

Dans le type 2, il y a aussi en fin de compte une *insertion professionnelle*, mais le parcours de formation a été discontinu, puisqu'il a été marqué par plusieurs changements des phases de non-insertion ou d'exercice exclusif d'une activité professionnelle. Les onze personnes (5%) relevant de ce type ont toutes terminé une formation post-obligatoire. Aucune différence notable par rapport aux personnes du type 1 n'a été décelée concernant l'âge, la nationalité et le revenu. Ce qui est frappant, c'est que malgré le caractère discontinu de la formation, il y a eu passage direct au marché du travail et que toutes les personnes y étaient insérées lors de la dernière observation.

Les personnes relevant du type 3 sont de jeunes adultes qui n'ont pas encore terminé une formation post-obligatoire lors de la dernière observation et sont encore *en formation*. Au terme l'école obligatoire ou après une période de transition, elles ont entamé une formation post-obligatoire. Dans la majorité des cas, le parcours de formation n'a pas été interrompu. 24 personnes ont pu être rangées dans cette catégorie (12%). Leur âge moyen étant de 20 ans, elles sont nettement plus jeunes que les autres personnes de l'échantillon.

¹⁰ Pour la définition et l'opérationnalisation des indicateurs, voir le rapport final (Fluder, Stohler, von Gunten 2010).

¹¹ Les personnes interrogées devaient dire à quel point l'événement continuait à avoir un impact sur elles, en utilisant une échelle de 0 à 10. Seuls ont été pris en compte les événements dont la notation allait de 5 à 10.

Ayant pour la plupart d'entre elles moins de 21 ans, elles ont un âge où on ne peut pas s'attendre qu'elles aient terminé une formation post-obligatoire. Quatre personnes ont plus de 21 ans; même si elles se sont formées pendant plusieurs années, elles n'ont pas encore terminé une formation du degré secondaire II.¹² Des problèmes pourraient donc se poser dans ce cas, mais ceux-ci n'ont pas pu être identifiés plus précisément, par manque d'informations.

Relèvent du type 4 des personnes qui ont déjà terminé une formation post-obligatoire, mais se trouvent encore *en formation*. 43 personnes (21%) ont suivi ce type de parcours, 29 d'entre elles disposant d'une maturité et 7 ayant fait un apprentissage. La plupart ont suivi une formation de degré tertiaire, plus longue, raison pour laquelle une insertion sur le marché du travail n'a pas encore pu avoir lieu.

Les personnes qui n'ont *pas de formation post-obligatoire*, mais sont partiellement ou totalement *insérées*

professionnellement relèvent du type 5. Après l'école obligatoire, elles ont certes suivi une formation post-obligatoire, mais elles ne l'ont pas terminée. Ces personnes risquent bien de se retrouver au chômage et d'émerger à l'aide sociale (cf. OFS 2010). Toutefois, seules quatre personnes se retrouvent dans cette catégorie.

Quinze personnes (un bon 7%) ont suivi une *formation post-obligatoire*, mais ne sont pas insérées *professionnellement* (type 6). Les deux tiers d'entre elles ont fait un apprentissage ou ont étudié dans une école professionnelle à plein temps. Ces personnes ont probablement toutes les chances de trouver un emploi par la suite.

Les personnes qui n'ont pas fait de *formation post-obligatoire* et ne sont pas insérées *professionnellement* se trouvent dans la situation la plus problématique (type 7). Certes, toutes ont commencé une autre formation après l'école obligatoire, mais elles ne l'ont pas terminée. Sept personnes (près de 3%) ont été rangées dans cette catégorie. Après avoir interrompu leur

formation, la plupart d'entre elles se sont retrouvées au chômage ou n'ont pas exercé d'activité lucrative. Deux d'entre elles émargent à l'aide sociale. On suppose que ces personnes sont mal armées en termes de formation et d'expérience professionnelle. Elles risquent plus que quiconque de ne pas s'insérer professionnellement et d'être dépendantes de l'aide sociale sur la durée.

Concernant le passage de la formation au monde du travail (2^e typologie), il apparaît qu'une petite moitié des personnes fait le pas directement après la formation; 4% (5 personnes) le font après une interruption. Environ un tiers des personnes est encore en formation. 11% (22 personnes) ne se sont pas insérées sur le marché du travail ou ne l'ont pas fait durablement. Deux personnes l'ont quitté après une expérience professionnelle.

Origine sociale et insertion professionnelle

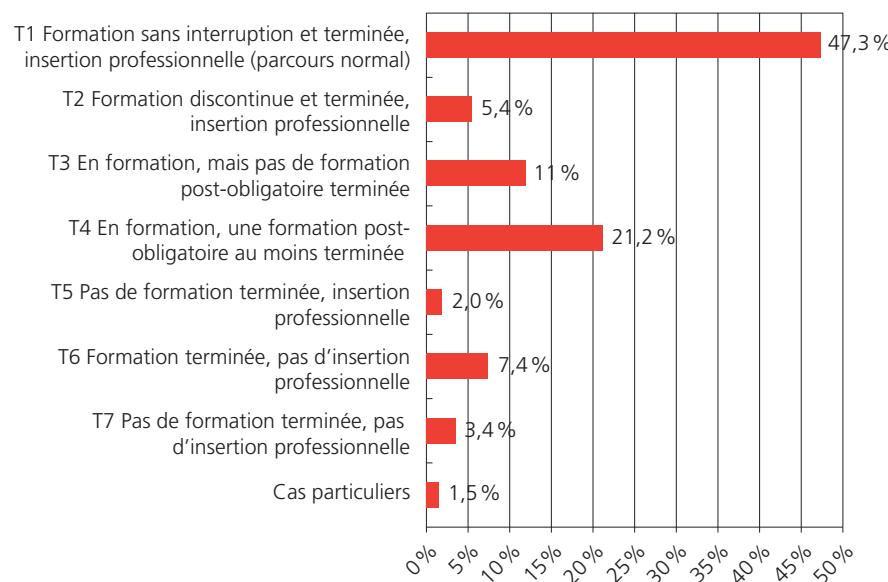
Les parcours vers l'insertion professionnelle diffèrent-ils en fonction de l'origine sociale ? Les jeunes issus de familles peu formées ou à bas revenu ont-ils plus souvent des parcours difficiles, et donc beaucoup moins de chances d'accéder à l'emploi sur la durée ?

Le graphique G2 présente trois types de parcours (condensé des sept types ci-dessus) : 1. Formation terminée et insertion professionnelle, 2. Formation pas encore terminée, en principe de degré tertiaire, 3. Parcours problématique sans insertion professionnelle ou formation achevée la dernière année d'observation.

Proportionnellement, ce sont les jeunes issus de familles à bas revenu qui ont le plus de chances de connaître un parcours de formation et une carrière professionnelle débouchant sans grosses interruptions sur une insertion

Insertion professionnelle : types de parcours

G1



N = 203, 29 cas n'ont pas pu être mis en relation avec un type de parcours. Selon les types : T1 : 96, T2 : 11, T3 : 24, T4 : 43, T5 : 4, T6 : 15, T7 : 7.

Source des données : Panel suisse des ménages, années de relevé 1999 à 2007.

Remarque concernant T5 : il s'agit ici plutôt d'une insertion sur le marché du travail.

12 Le plus haut niveau de formation reste dans ce cas l'école obligatoire.

professionnelle. Là où ce type de parcours est le moins fréquent, c'est dans le groupe de contrôle, dont les membres suivent encore, beaucoup plus souvent que les autres, une formation supérieure de degré tertiaire la dernière année d'observation. Des différences marquées existent concernant les parcours plutôt problématiques sans formation ou sans insertion professionnelle. Ce type de parcours se trouve le plus fréquemment dans le groupe des personnes issus de familles peu formées et à bas revenu, alors qu'il est très rare dans le groupe de contrôle. Il faut toutefois tenir compte du fait que le nombre de cas présentant ce type de parcours – de 3 à 13 cas selon les sous-groupes – est très restreint. On ne peut donc pas se prononcer à coup sûr d'un point de vue statistique. Le résultat à noter, c'est que les personnes issues de familles peu formées (47%) parviennent plus rarement à entrer dans la vie professionnelle que les personnes de familles ayant un bas revenu (58%). Sur cette base, on peut avancer la thèse que les personnes issues de familles peu formées courrent plus de risques d'avoir des difficultés lors du passage de l'école à la vie professionnelle.

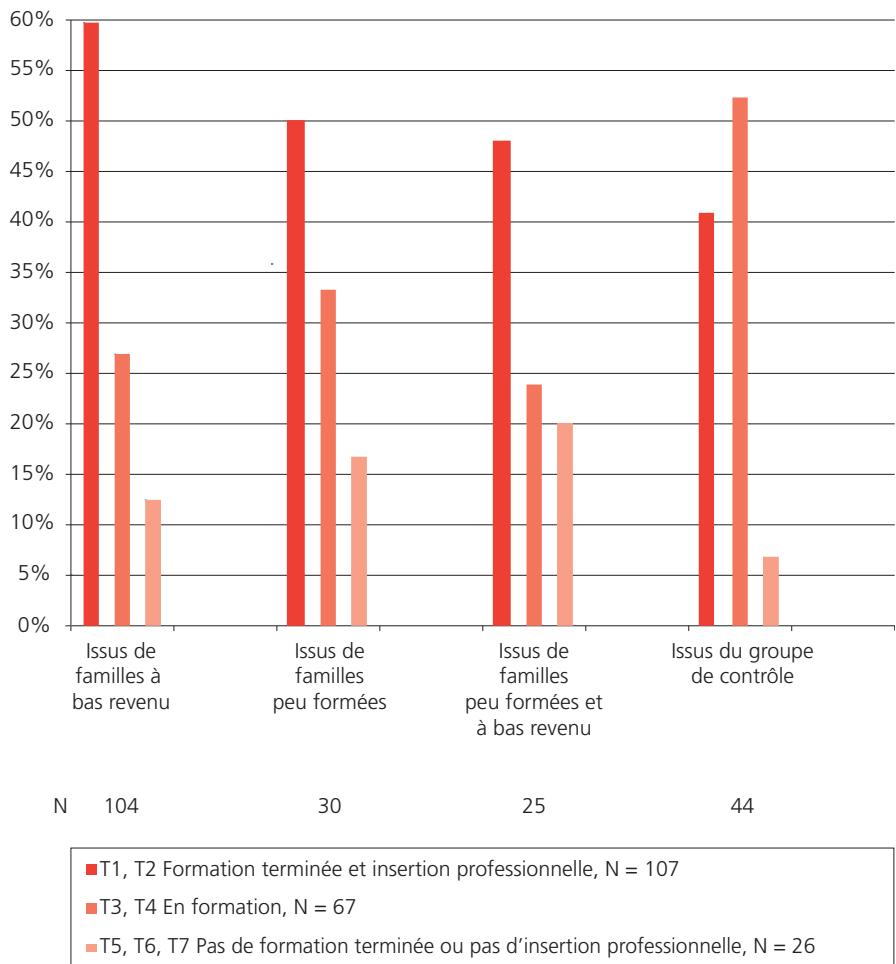
Il est aussi frappant de constater que les personnes qui, après la formation, ne parviennent pas à s'insérer dans la vie professionnelle n'ont souvent pas de formation post-obligatoire ou ont suivi un parcours de formation discontinu.

Evaluation critique et futurs chantiers

Les données du PSM ont été traitées au moyen d'une approche exploratoire, prenant en compte des éléments de recherche sociale quantitative et qualitative. La méthode choisie pour réaliser cette étude a cette particularité : les données d'une enquête standardisée ont été exploitées au niveau des cas particuliers en utilisant des indicateurs de parcours, puis il y

Types de parcours vers l'insertion professionnelle selon l'origine sociale

G2



Jeunes de 13 à 20 ans. N = 203, 29 cas n'ont pas pu être attribués à un type.
Sources des données: Panel suisse des ménages, années de relevé 1999 à 2007.

a eu codage des cas. La procédure devait permettre d'utiliser au mieux le potentiel des données du PSM pour étudier la problématique.

Au vu des données disponibles, il n'a pas été possible, ou pas de manière suffisamment claire, de répondre à une partie des questions. C'est le cas en particulier en ce qui concerne le rôle des mesures d'intégration. De plus, les types de parcours n'ont pas pu être intégralement retracés pour tous les profils partiels. Des recherches plus approfondies, sur la base de nouvelles données, seraient nécessaires. Il faudrait alors mettre l'accent sur des personnes

ayant des parcours problématiques ou des personnes risquant fortement de suivre de tels parcours, ce qui suppose que l'on connaisse les institutions impliquées, les mesures prises, les événements de vie problématiques et les soutiens obtenus. Le type de formation devrait aussi être enregistré plus précisément, ainsi que les problèmes qui auraient pu se poser au cours de la formation.

Il s'avère aussi que si l'on définit plus étroitement ce qu'est un bas revenu, en se référant au seuil de pauvreté figurant dans les normes de la CSIAS, et qu'on limite la notion peu formé au fait que les parents n'ont pas

suivi de formation post-obligatoire, les taux de parcours problématiques sont nettement plus élevés. On peut ainsi penser que le risque de ne pas s'insérer dans la vie professionnelle est particulièrement élevé dans les groupes situés tout au bas des échelles de revenu et de formation. Les futures recherches devraient se concentrer sur les personnes appartenant à ces groupes.

Bibliographie

Office fédéral de la statistique (2010) : Statistique de l'aide sociale 2008, Neuchâtel.

Butterwegge, Ch. et al. (2003) : Armut und Kindheit. Ein regionaler, nationaler und internationaler Vergleich, Opladen : Leske + Budrich.

Drilling, Matthias (2004) : Young Urban Poor. Abstiegsprozesse in den Zentren der Sozialstaaten, Wiesbaden : Verlag für Sozialwissenschaften.

Fluder, Robert; Stohler Renate; von Gunten Luzius (2010) : Berufliche Integration von Jugendlichen und jungen Erwachsenen aus bildungsfernen und einkommensschwachen Familien : Rekonstruktion von Ausbildungs- und Erwerbsverläufen. Schlussbericht, Berne : Haute école spécialisée bernoise – Travail social. www.soziale-arbeit.bfh.ch/de/forschung/publikationen/soziale_sicherheit_und_integration.html

Holz, G. (2005) : Frühe Armutserfahrungen und ihre Folgen – Kinderarmut im Vorschulalter. In : Zander, M. (éd.) : Kinderarmut, Wiesbaden : Verlag Sozialwissenschaften, p.161-180.

Pellegrini, Sonia (2010) : Jeunes adultes à l'aide sociale. Groupes types et constellations de facteurs de risque, Berne : Haute école spécialisée bernoise – Travail social.

Schaffner, Dorothee (2007) : Junge Erwachsene zwischen Sozialhilfe und Arbeitsmarkt. Biografische Bewältigung von diskontinuierlichen Bildungs- und Erwerbsverläufen, Berne : h.e.p. Verlag.

Robert Fluder, Prof. Dr. phil., chef Recherche et développement, Haute école spécialisée bernoise – Travail social.

Mél. : robert.fluder@bfh.ch

Renate Stohler, lic. phil. I., a été collaboratrice scientifique à la Haute école spécialisée bernoise – Travail social de 2007 à 2009, et travaille actuellement à la Haute école zurichoise de sciences appliquées.

Mél. : renate.stohler@zhaw.ch